

« La contrainte de l'application de la loi de séparation dans le département du Gers en 1905- 1906 », évoquée par Laurent Mauras

120 ans, après la loi du 9 décembre 1905



« La contrainte de l'application de la loi de séparation dans le département du Gers en 1905- 1906 », évoquée par Laurent Mauras

En ce 9 décembre 2025, 120 ans après la promulgation de la loi sur la Laïcité, la commune de Masseube avec sa Commission municipale LAÏCITE créée en 2021 et le travail remarquable effectué par les élèves des quatre établissements scolaires depuis 2021, avait invité Laurent Mauras, professeur d'histoire et géographie et conférencier de renom, sur le thème :

« La contrainte de l'application de la loi de séparation dans le département du Gers en 1905- 1906 »

Après des recherches approfondies auprès des Archives Départementales, le conférencier a livré, accompagné d'un diaporama, un exposé clair et très bien documenté, sur ce qui s'est passé dans le département après ce 9 décembre 1905. S'il a rappelé en préambule le contenu de cette loi, neutralité de l'Etat par rapport aux religions, liberté de pratiquer ou pas le culte que l'on veut, égale considération et même respect entre tous les individus, le conférencier a surtout développé ce qui s'est passé dans le Gers lors des inventaires dans les édifices religieux (églises, chapelles, séminaires, temples, etc.) soit 1045 édifices. Cet inventaire qui n'a, en fait, que l'objectif de recenser meubles et objets divers présents dans les édifices, a fait le jeu de joutes entre la presse catholique et la presse républicaine mais sans grands débordements, l'archevêché étant d'ailleurs à ce moment-là privé... d'archevêque. Il a débuté le 5 février 1906, les agents dévolus à cette tâche ont dû parfois remettre à plus tard leur intervention retardée par les curés et les paroissiens, parfois après avoir fait appel aux gendarmes. Quelques actes de résistance, de rébellion, sanctionnés par des amendes guère dissuasives, quelques situations anecdotiques aussi mais le Gers n'avait pas d'ours à positionner à la porte des églises comme dans certains villages ariégeois et l'on n'enfonçait guère que les portes ouvertes. Beaucoup de curés et de présidents de fabrique mais sans conséquences ont refusé de signer ces inventaires. A Masseube, l'inventaire a duré 2 jours, 228 objets ont été répertoriés et la protestation plutôt modérée grâce notamment à l'influence du maire, Albin Bibal.

Après cet inventaire, rapidement mené sous la conduite du préfet Lallemand pressé d'en finir et sans grand conflit, les problèmes ont surgi au niveau des écoles religieuses, demandant des années avant d'être réglé, tout au moins partiellement !

Merci à Laurent Mauras de nous avoir rappelé ce pan d'histoire qui hélas, malgré son intérêt dans la période trouble que nous vivons, n'a pas attiré la grande foule !